

NATHALIE DELAPALME

Directeur exécutif, Recherche et Politique, Fondation Mo Ibrahim

Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group

This leads straight to the issue of governance, and I am glad to welcome Nathalie Delapalme, who is the Executive Director, Research and Policy, of the Mo Ibrahim Foundation. Nathalie, as you listen to this, do you think governance is the number one issue which the Mo Ibrahim Foundation has been pointing out all the time, or do you feel that we can live with corruption to some extent?

Nathalie Delapalme, directeur exécutif, Recherche et Politique, Fondation Mo Ibrahim

Je ne dirais certainement pas que nous pouvons vivre avec la corruption de quelque manière que ce soit, mais peut-être puis-je vous parler des principales conclusions de notre rapport annuel, l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine. Cet Indice Ibrahim, créé en 2006, est une évaluation annuelle de l'état de la gouvernance dans les 54 pays africains, à l'exception des deux Soudan depuis la partition car nous ne disposons pas de suffisamment de données pour les évaluer de façon appropriée. Cet Indice est basé sur 95 indicateurs différents provenant de 30 sources différentes, allant de la Banque mondiale à la Berthelsmann Stiftung, Reporters sans frontières et la Banque africaine de développement. Nous avons établi cet indice en coopération avec la Kennedy School of Governance de l'université d'Harvard.

Il ne porte pas uniquement sur la corruption, la démocratie ou les droits de l'Homme ; il est défini plus largement comme un éventail de biens et services publics que tout gouvernement du 21^e siècle doit mettre à la disposition de ses citoyens. Ces 95 indicateurs sont regroupés en quatre catégories : sécurité et état de droit, participation et droits de l'Homme, développement humain, et développement économique durable. Il s'agit essentiellement d'un tableau de bord qui permet aux gouvernements africains, aux partenaires de ces gouvernements, à la société civile ou, plus largement, au secteur privé, d'examiner l'état de la gouvernance dans ces pays africains.

Qu'est-ce que notre dernier indice, publié en octobre, nous apprend de l'état de la gouvernance en Afrique ? Globalement, le tableau est plutôt positif. Premièrement, la note globale de la gouvernance au niveau continental continue de progresser, même si elle était inférieure ces cinq dernières années, de 2009 à 2013, à la note des cinq années précédentes, de 2003 à 2009. Deuxièmement, ce tableau global masque une très grande disparité de situations, et l'écart entre pays et sous-régions, et au sein des sous-régions, ne cesse de se creuser.

Troisièmement, certains pays qui avaient enregistré une tendance négative les années précédentes ont remarquablement inversé la tendance. Je veux parler, par exemple, de la Côte d'Ivoire, du Niger et de la Guinée, ce qui permet d'espérer que les choses sont en train de changer. Quatrièmement, il est intéressant de souligner que la catégorie Développement économique durable est en recul alors qu'elle avait été le principal moteur de l'amélioration de la gouvernance pendant la période 2005-2009. Le moteur de l'amélioration pour la période 2009-2013 est la catégorie Participation et droits de l'homme, principalement grâce aux bons résultats en matière de participation.

Avant d'aller plus loin, permettez-moi de préciser que les indicateurs dont nous disposons pour mesurer la participation démocratique sont essentiellement les élections, ce qui ne donne sans doute pas une image complète de l'état de la démocratie dans les pays africains. C'est un point important car, dans les autres indicateurs, nous observons par ailleurs une montée des tensions intérieures, ce qui est probablement lié à un certain sentiment d'insatisfaction par rapport aux résultats de ces élections et au fait que la démocratie ne fonctionne qu'au travers des élections.

Concernant la catégorie Développement économique durable, ce léger fléchissement des résultats est probablement dû à deux points faibles fondamentaux de cet essor africain dont tout le monde parle, à savoir que cette croissance économique n'est pas créatrice d'emplois ou, comme l'a dit l'ambassadeur Wu, est à faible intensité de main-d'œuvre, ce qui pose un réel problème dans un continent dont la majorité des habitants ont moins de 25 ans et sont à la recherche d'un emploi. Deuxième point, cette croissance économique conduit à des inégalités croissantes. Ce problème doit être pris au sérieux.

Deux indicateurs affichent de mauvais résultats dans la catégorie Développement économique durable : la gestion publique, en particulier les indicateurs liés à la politique fiscale, et la diversification économique, ce qui est intéressant en cette période de baisse des prix des matières premières. Naturellement, la catégorie Développement humain affiche comme d'habitude de bons résultats. En revanche, les résultats de la quatrième catégorie Sécurité ne sont guère satisfaisants, et ce depuis le début. Cela s'explique par les faits suivants : même si nous assistons à un recul des conflits régionaux et des tensions frontalières, nous observons deux types de tensions : d'une part les tensions transversales avec la montée du terrorisme et la criminalité transversale, comme le trafic de drogue, de médicaments de contrefaçon et la cybercriminalité, qu'il convient de prendre au sérieux ; et d'autre part les tensions intérieures qui découlent du creusement des inégalités et de la croissance sans création d'emplois, dont nous venons de parler. Résultat : la jeunesse africaine a faim et elle est en colère.

De manière générale, lorsqu'on parle de stabilité, on oublie ces jeunes qui cherchent du travail et veulent un changement politique. Le scénario de l'essor de l'Afrique ne fait pas de doute, mais je pense que l'économie n'est pas le seul élément de mesure ; nous devons veiller à ne pas pécher par excès d'optimisme, nous devons prendre en compte ces premiers signes d'avertissement que sont l'insécurité, les tensions intérieures, l'inégalité et la croissance sans création d'emplois. Nous devons également arrêter de parler de l'Afrique comme d'un tout, car il s'agit de 54 pays différents et le processus d'intégration n'en est qu'à ses débuts.